



COMMISSION MOUVEMENT DE POPULATION

Mars 2015

Introduction

Les Cluster Protection et CCCM/Shelter mettent progressivement en place, à travers la mise en place de la Commission Mouvement de Population (CMP), un système national de validation des données des mouvements forcés de population à l'intérieur de la RCA et de la RCA vers les pays frontaliers notamment le Tchad, le Cameroun, la République du Congo et la République Démocratique du Congo.

La CMP est un mécanisme inter-organisationnel dont l'objectif est de donner des indications sur les chiffres et tendances des mouvements de population à l'échelle du pays via une centralisation de données primaires et secondaires provenant de plusieurs partenaires (le cluster CCCM, les ONG locales et internationales, les autorités locales, religieuses et administratives, des programmes comme le Population Tracking System, le Border Monitoring du HCR, le Monitoring de Protection, le RRM et les informations fournis par les Commission Mouvement de Population (CMP local) mis en place dans certaines préfectures auprès des clusters Protection régionaux).

Le travail de collecte d'informations est réalisé grâce à l'équipe de Gestion d'Information (IM) du HCR et du Cluster Protection à Bangui et sur le terrain à travers les CMP locales et les partenaires opérationnels de l'UNHCR.

Plusieurs incidents de protection, dûs à l'insécurité et aux conflits, ont été rapportés au cours du mois de mars et une des conséquences directes de l'insécurité est le mouvement forcé. Cependant, il faut noter qu'il y a eu un timide mouvement de retour des populations vers leurs lieux d'origine et/ou d'installation dans d'autres zones notamment dans la préfecture de la Nana Mambere au cours de ce même mois.

Par la présente note, le Cluster Protection veut mettre l'accent sur les mouvements les plus importants au cours du mois de mars et sur la compréhension des dynamiques de déplacement forcés en RCA. En République Centrafricaine, on compte 436,119 déplacés(Chiffres CMP – avril 2015) . Cette note du cluster protection représente dans le même temps une note de plaidoyer à l'attention des forces de sécurité en terme de protection des civils et de besoin de sécurisation de certaines zones particulièrement touchées par les affrontements entre groupes armés. Il sied de noter que cette note ne



fournit pas de manière exhaustive des détails sur les différents types de déplacements de population en cours en RCA.

Les causes du déplacement forcé

Parmi les principales causes de déplacement forcé, le cluster a noté:

- 1) La transhumance
- 2) La présence des groupes armés
- 3) Les intérêts économiques surtout autour des ressources naturelles

Chaque zone a ses caractéristiques propres et on remarque dans certaines zones la une ou plusieurs des causes indiquées ci-dessus.

Les préfectures à fort taux de déplacement de population pour le mois de Mars sont les suivantes :

- 1) Ouham Pendé
- 2) Ouham
- 3) Nana Gribizi
- 4) Ouaka
- 5) Mambere Kadei
- 6) Nana Mambere

Ouham Pendé

La situation dans cette préfecture frontalière avec le Tchad et le Cameroun reste toujours préoccupante pour le cluster protection. Bien que la situation ait été plutôt calme dans les dernières semaines du mois de mars 2015, les deux premières deux semaines du mois ont été marquées par des mouvements de population identifiés principalement sur **l'axe Paoua-Pogoul** du fait de rumeurs d'attaque du village Pendé par des hommes armés non identifiés en date du 11 mars. Suite à la même rumeur plusieurs autres mouvements préventifs ont été identifiés

- ✓ déplacements préventifs dans la brousse des populations civiles du village Ndongaou situé à 24 Km de Paoua (Axe Paoua – Pougol), du village GBE situé à 28 Km de Paoua (Axe Paoua – Pougol), du village Paillote situé à 30 Km de Paoua (Axe Paoua – Pogoul), du village Pougol situé à 37 Km de Paoua (Axe Paoua – Pougol).

Axe Paoua- Bemal : des mouvements de population ont aussi été observés sur cet axe. Du 19 au 24 mars, des combats entre groupes armés non identifiés ont éclaté dans la zone. Suite à ces affrontements, environ 100 ménages des villages de Bemal et Bembere ont fui vers Gore au Tchad.



Selon le cluster protection, les populations dans cette zone est exposée à des forts risques de protection vu la présence des différents groupes armés opérant dans la zone (Révolution et Justice, Anti- Balaka, éleveurs, Armée Nationale Tchadienne etc.). Les populations civiles sont constamment exposées à des risques de sécurité et de protection.

Dans cette zone, la source de conflits principale est la transhumance et de manière spécifique le besoin des éleveurs de trouver des espaces pour leur bétail. Aussi, le vol de bétail dans le territoire tchadien suivi d'actes de représailles sur le territoire centrafricain reste un des éléments déclencheurs de conflit dans la zone. Pendant la saison sèche en effet, les populations habitant ces zones frontalières au Tchad sont exposées à des attaques commises par des hommes en armes en provenance du Tchad. Notons que la frontière naturelle – à savoir le fleuve Pendé - est tarie à cette période et donc plus facile à traverser.

Ouham

Les causes des mouvements forcés de population dans cette préfecture sont du fait de la présence d'hommes en armes (Ex-Seleka et Anti-Balaka), des conflits liés à la transhumance et de l'insécurité en général. L'axe **Kabo-Batangafa-Bouca** reste un point de tension critique dans le pays, du fait de la présence d'un grand nombre de déplacés avec une forte présence de Peuhls armés pour protéger leurs troupeaux. Ces derniers causent des déplacements et empêchent un retour effectif dans la zone.

Sur l'axe Batangafa-Bouca, la présence massive de groupes d'Anti-Balaka, qui volent parfois le bétail des éleveurs, est à l'origine des réactions violentes des éleveurs contre les populations civiles dans les villages de la zone. Cette situation est la cause de plusieurs mouvements de population sur cet axe. C'est notamment le cas des Personnes Déplacées Internes (PDI) sur les sites de Bozankon et Boya 1 qui ont dû quitter ces deux sites suite aux actes violents de représailles des éleveurs transhumants en réaction aux vols de leurs vaches par les Anti- Balaka de la zone. Cette situation a causé des mouvements secondaires qui rendent complexe la réponse humanitaire.

Position actuelle des déplacés de Bozankon et Boya 1 : certains sont en brousse ou repartis dans leurs villages d'origine sur l'axe Batangafa/Ouandago, la majorité de ces déplacés se retrouveraient dans les villages Kazoro, Mbanda, Kawa.

Les PDI de Bozankon et Boya 1 provenaient en majorité de l'axe Batangafa-Ouandago sur lequel les villages s'étaient quasiment vidés de leur population depuis le mois d'avril 2014. Dans le même temps, un mouvement de retour a été identifié sur cet axe en mars de PDI en provenance des sites de Bozankon et Boya1. Les villages de retour seraient Bokambayi, Bezomo, Bokaiwa, Boteri 1, Boteri 2, Ndafourou, Mbala et Bongonon.



La zone nord de la préfecture d'Ouham - l'axe Batangafo-Kabo-Moyen Sido - est sous le contrôle des éléments ex-Seleka et une forte présence de Peuhls avec leurs troupeaux est observée. Plusieurs cas de protection ont été rapportés dans la zone de Moyen-Sido concernant les populations qui font des mouvements transfrontaliers pour des raisons économiques ou familiales.

La présence de transhumants en armes accompagnés de leurs troupeaux est source de fortes tensions dans la zone. Les champs des populations locales ont été particulièrement occupés par les troupeaux, surtout dans les environs de Kabo, de telle manière que les propriétaires n'y ont plus accès. Par conséquent, les risques de déplacement de population sont importants du fait de possibles incidents avec les transhumants. Des cas de violences sur les populations (exécution, violences basées sur le genre, pillages et menaces) ont été rapportées également.

La sécurisation des axes permettrait de renforcer le sentiment de sécurité des personnes dans les villages et sur les sites de déplacés et pourrait contribuer à terme au retour volontaire des PDI.

Trois sites de déplacés sont localisés dans la ville de Kabo. Un timide retour dans les villages d'origine sur l'axe Kabo-Moyen-Sido a été rapporté mais les besoins de sécurisation de cet axe restent toujours une condition sine qua non pour garantir la protection physique des populations qui y vivent. Par contre, il est difficilement concevable pour les PDI en provenance de l'axe Batangafo-Kabo de rentrer suite à l'assassinat de 4 jeunes en visite dans leurs villages en Janvier 2015.

La zone de **Markounda** reste encore une zone de déplacement interne et transfrontalière, très peu de retour sont par ailleurs constatés.

Des déplacements préventifs en brousse et en direction du Tchad ont été rapportés. Environ 735 personnes se sont déplacés suite à deux incidents de protection vérifiés dans deux villages proches de Markounda, le viol et l'assassinat d'une femme et le kidnapping d'un jeune ont été commis par des hommes en armes venus du Tchad. Le groupe armé Révolution et Justice a réagi à ces deux événements en marchant vers la zone pour riposter et venger la population mais cette dernière a préféré fuir. La zone est présentement vide.

Il est important de noter qu'il n'y a pas de présence de force internationale dans la zone qui pourrait être source de dissuasion des incursions des hommes en armes en provenance du Tchad.

Nana Gribizi

Pendant le mois de mars des incidents de sécurité se sont produits sur **l'Axe Mbrès-Kaga Bandoro**. Sur une bonne partie de la préfecture de Nana-Gribizi, les altercations entre éleveurs et populations sédentaires sont monnaie courante ces derniers temps. Des AB seraient venus de l'axe Bangui par la brousse et d'autres de Doukouma pour affronter les éleveurs dans les villages de Kako et Kasai. Les habitants de ces villages ont fait mouvement vers DERE1, 2, 3, Ndomete et Kaga Bandoro. Des représailles des éleveurs sont survenues dans le village Kasai avec 3 cas de tuerie sur la population autochtone dont 2 hommes et 1 femme.



Ouaka

La situation dans la préfecture de la Ouaka reste instable. Pour le Cluster Protection, cette zone est prioritaire en terme de sécurisation, non seulement du fait des incidents de protection en cours, mais aussi parce que cette instabilité pourrait conduire à une explosion de violence similaire à celle de juin 2014.

Plusieurs mouvements de population ont été constatés sur différents axes de la préfecture. Dans la dernière semaine de mars, de nouveaux déplacés ont été enregistrés sur les sites de Bambari. Ces déplacés viennent de l'axe **Bambari- Nassima** suite aux combats entre groupe armés Peuhls et AB. Ces PDI vont s'ajouter à environ 30.000 PDI installés dans 5 sites de la ville de Bambari. La zone de Nassima étant une zone minière, le contrôle des mines pourrait être la cause de ces affrontements entre groupes armés.

Axe Bambari-Kouango : Le groupement de Lihoto sous contrôle des Ex-Seleka, a été depuis le mois de juin 2014, le théâtre de plusieurs violents affrontements entre les ex-Seleka et les AB . La raison à la base de ces affrontements serait le contrôle du commerce de café. La première attaque aurait eu lieu en juin 2014 au centre du groupement même. Cette vague d'attaques successives a provoqué un déplacement massif de la population vers les villages des axes Grimari, Bambari et Kouango. En outre, le 14 octobre 2014, la ville a été de nouveau attaquée par plusieurs centaines d'hommes armés qui ont incendié une centaine de maisons et pillé l'intégralité de la ville. La dernière attaque en date au 10 février 2015 est causée par des hommes armés venus du village voisin de Zouhougou. Ces attaques ont fait plusieurs dizaines de morts et plusieurs centaines de maisons brûlées. Face à cette insécurité, certains ménages se sont réfugiés massivement dans les villages sur l'axe Grimari (Goussiéma, Lakandja, Ngoulinga), sur l'axe Kouango et jusqu'en RDC. Plusieurs PDI ont trouvé refuge dans les familles d'accueil, dans des maisons abandonnées par leurs propriétaires, ou dans des magasins du centre de Lihoto, notamment dans le but de bénéficier de la présence du groupe armé qui contrôle la ville.

Mambere Kadei

Des déplacements ont été notés dans cette préfecture du fait des combats pour le contrôle des ressources naturelles surtout dans la zone d'Amada Gaza. Aussi il est à noter un timide mouvement de retour de réfugiés du Cameroun vers cette préfecture.

Environ 255 rapatriés spontanés sont rentrés du Cameroun au mois de mars essentiellement à Dilapoko et Gamboula. Selon ces rapatriés, le retour est motivé surtout par l'assistance insuffisante reçue au Cameroun.

Bien que des mouvements de retour soient observés, les affrontements entre AB et groupe armés non identifiés continuent dans la zone située entre Amada Gaza et la frontière avec le Cameroun (Axe



Amada Gaza- Banga Boumbé ainsi qu'à 40 km d'Amada Gaza. Les principales zones d'affluence de déplacés sont Amada Gaza, Nassolé et Gamboula.

Les affrontements dans cette zone de la préfecture de la Mambere Kadei ne sont pas nouveaux. L'année 2014 a été frappé par plusieurs incidents de sécurité qui ont entraîné plusieurs mouvements de population : on estime à 7300 le nombre de déplacés dans la zone, la majorité serait en en famille d'accueil. L'accès humanitaire est difficile à cause de la présence des groupes armés.

Axe Nassole- Amada-Gaza : La zone est contrôlée depuis le début de la crise de décembre 2013 par des groupes anti-balakas qui commettraient plusieurs massacres et de graves violations des droits de l'homme dans la zone. L'absence de sécurisation de cette zone riche en ressources naturelles rend la réponse humanitaire très difficile.

Nana Mambere

Dans la préfecture de la Nana Mambere, un mouvement de retour du Cameroun a été rapporté en Mars 2015. 455 rapatriés spontanés des villages Cantonnier et Beloko ont été identifiés pendant le mois de mars. Des rapatriés volontaires du Tchad ont aussi été identifiés dans la zone nord de la préfecture. Les rapatriés affirment que les conditions de vie difficile et l'assistance insuffisante dans leur pays d'asile et de meilleures conditions de sécurité dans le nord de la préfecture les ont poussés à rentrer afin de reprendre leurs travaux champêtres. Par contre, l'instabilité et l'insécurité qui règnent encore dans la zone entre Abba et Gara-Boulai dissuadent les réfugiés et les déplacés internes à rentrer dans leurs villages.